



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 01/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT

Carrière de Barraux
La Gache
38530 Barraux

Références : 20230801-Is123SS
Code AIOT : 0006100812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté LES BRUYERES FAYEREY BP45 RN 90 La Gache 38530 Barraux. L'inspection a été annoncée le 11/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- LES BRUYERES FAYEREY BP45 RN 90 La Gache 38530 Barraux
- Code AIOT : 0006100812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

- Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2016-0705 du 1er juillet 2016 pour les rubriques :
 - n°2510 pour une carrière d'une capacité de production annuelle moyenne de 750 000 t et maximale de 850 000t et sur une superficie de 60 hectares.
 - n°2515 pour une puissance installée de machines concourant au fonctionnement de l'installation de 2170 kW,
 - n°2517 pour une capacité de tri, regroupement et stockage de matériaux de 70 000 m³.

La production du site est entièrement destinée à la fabrication de produits pour le béton.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

émissions dans l'eau, atmosphériques,
plan de sobriété hydrique
suivi administratif

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée et exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 1	/	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 5 et 6	/	Sans objet
4	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 17 et 18.3	/	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 18.1 et 18.2	/	Sans objet
6	Lutte contre les espèces envahissantes	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 23.1	/	Sans objet
8	installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 23.2	/	Sans objet
9	stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 23.3	/	Sans objet
10	Atelier de réparation et entretien des véhicules	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 23.6	/	Sans objet
11	période fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 25	/	Sans objet
12	prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 33.1	/	Sans objet
13	conditions d'alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 33.2.1	/	Sans objet
14	suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 33.4.1	/	Sans objet
15	pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 34.1	/	Sans objet
16	Incendies et explosion	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 35	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différents suivis prescrits sont réalisés. Le fonctionnement de ce site n'appelle pas de remarques particulières.

Le plan de sobriété hydrique devra être complété afin de disposer des éléments pertinents tels que la consommation spécifique et un relevé hebdomadaire des consommations d'eau

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 850 000 tonnes/an.
Constats : La production déclarée dans la base Gerek est inférieure à la production maximale autorisée. L'inspection rappelle à l'exploitant que la production moyenne doit être comprise comme une production calculée par période 5 ans (1 phase).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 5 et 6
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement. Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins trois mois avant leur échéance. Le montant pour la période (seconde période) est de 841347 €.
Constats : Les garanties financières sont fournies. Elles ont été réactualisées pour la période en cours (2021-2026).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 11
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, avec un repérage par rapport au cadastre, • les bords de la fouille, •

<p>les courbes de niveau, • les cotes d'altitude des points significatifs, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant, • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. Les zones de stockage des terres non polluées. Les surfaces S1, S2 et S3.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le plan d'exploitation est établi et a fait l'objet d'une révision le 26 octobre 2022. Les surfaces S1, S2 et S3 n'apparaissent pas sur le plan.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire figurer ces zones sur le plan d'exploitation ou sur un plan annexe afin de pouvoir apprécier l'avancement des travaux au regard du phasage autorisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Sécurité du public

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 17 et 18.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en exploitation. L'entrée du site est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une clôture et/ou des merlons sont disposés autour de la zone en exploitation.</p> <p>Une barrière est installée à l'entrée. Elle est fermée en dehors des heures d'ouverture de la carrière.</p> <p>L'accès à la voie publique est aménagé. L'insertion sur la chaussée reste toutefois dangereuse compte-tenu d'une mauvaise visibilité et de la vitesse des véhicules.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à prendre contact avec le gestionnaire de la voirie (D1090) afin d'étudier la possibilité de prendre des mesures pour réduire la vitesse sur cette route à la hauteur de l'accès à la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 18.1 et 18.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Exploitation</p>

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : ° l'identité de l'installation, la raison sociale et l'adresse de l'exploitant, ° la référence de l'autorisation, ° l'objet des travaux, les jours et heure d'ouverture ; ° la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ° l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.
Constats : L'inspection constate la présence du panneau réglementaire à l'entrée du site, lequel comporte l'ensemble des items requis. Les bornes figurent sur le plan d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Lutte contre les espèces envahissantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambroisie...) de ses stocks et le phénomène d'érosion en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes
Constats : L'exploitant déclare avoir mis en place un programme de surveillance comportant la formation du personnel et la mise en place d'un outil cartographique permettant de localiser les zones concernées par les espèces envahissantes. La renouée fait l'objet d'un arrachage à la pelle mécanique et d'un enfouissement profond dans le bac à boues. L'ambroisie fait l'objet d'un arrachage manuel. L'inspection constate que des travaux d'arrachage de la renouée ont été effectués autour des bassins d'eau claire en bordure de l'Isère. Toutefois les terrains environnants situés hors périmètre de la propriété de l'exploitant sont également envahis par cette plante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 23.1
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'engins mécaniques lourds. L'utilisation des explosifs est interdite. Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 5 mètres . Leur nombre est limité à 20. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 258 m NGF, et suivant le plan en

<p>annexe.</p> <p>Les extractions doivent être conduites afin de préserver une épaisseur minimale de 1 mètres de matériaux au-dessus de la nappe d'eau souterraine sous-jacente.</p> <p>Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 5 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les modalités d'exploitation sont respectées (à la lecture du plan d'exploitation et visuellement sur le terrain). La cote fond de fouille n'est atteinte qu'au niveau des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : installations de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 23.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout traitement de produits renfermant des poussières irritantes ou inflammables est interdit. Toutes opérations et toutes manipulations sont effectuées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la dispersion de poussières. Les haies et boisements situés en périphérie de l'installation sont maintenus pendant toute la durée de l'exploitation.</p> <p>Tous les postes ou parties d'installations émettant des poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites, sont pourvus de moyen de traitement efficace de ces émissions.</p> <p>Lors de leur changement, les grilles métalliques des cribles sont de préférence remplacées par des grilles en polyuréthane.</p> <p>Le capotage complet des convoyeurs est assuré si nécessaire. Dans le cas des matériaux donnant lieu à des émissions importantes de poussières aux points de déversement sur les stocks extérieurs ou dans des silos et trémies, la hauteur de déversement est adaptée aux conditions d'exploitation et aux événements climatologiques.</p> <p>Les stockages au sol des produits finis et en cours d'élaboration doivent, en tant que besoin, être stabilisés de manière à éviter l'envol de poussières.</p> <p>La fréquence d'entretien de l'installation doit permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours. Une consigne définit les modalités de ces opérations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les installations sont entièrement bardées. Les matériaux sableux sont très humides et ne génèrent pas d'émissions de poussières pendant le traitement.</p> <p>L'exploitant précise que certaines grilles (en fonction de la granulométrie traitée) sont en polyuréthane.</p> <p>Les stockages au sol sont humidifiés par des canons à eau en cas de besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : stockage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 23.3
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 10 m au-dessus du terrain naturel
Constats : L'inspection constate visuellement que la hauteur des stocks des produits finis paraît inférieure à 10 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Atelier de réparation et entretien des véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 23.6
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des ateliers est en matériaux imperméables et M0 du point de vue de sa réaction au feu. Il a, de plus, une pente suffisante pour que toutes les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction du dispositif prévu à l'article 33.3.1. Les essais de moteurs à l'intérieur de l'atelier ne peuvent être effectués qu'après branchement de l'échappement sur une canalisation spéciale faisant office de silencieux et reliée à un conduit assurant l'émission des gaz à 1,20 mètres au-dessus de tout obstacle (évent, conduit ou construction) dans un rayon de 20 mètres. L'installation électrique est entretenue en bon état ; elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent. L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion. Les feux nus sont interdits dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, ces zones sont délimitées et l'interdiction de feux nus est clairement affichée. Des dispositions sont prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. En particulier, l'exploitant répartit dans tout le local, en des endroits facilement accessibles et bien mis en évidence : des seaux et caisses de sable meuble avec pelles de projection. des extincteurs portatifs de type normalisé adaptés aux risques. Ce matériel est maintenu en bon état d'utilisation.
Constats : Le sol des ateliers est en béton. Les ateliers ne sont pas fermés. Ils ont ouverts vers l'extérieur. Des extincteurs sont disposés dans les ateliers et le sable est à disposition sur le site. Les matériels électriques font l'objet d'un contrôle annuel. Le dernier contrôle date du 9 décembre 2022. Le rapport établi à la suite de ce contrôle ne mentionne aucune observation.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : période fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7h à 18 h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.
Constats : Les horaires de fonctionnement du site déclarés par l'exploitant du site 7h-12h et 13h30-17h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 33.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier. Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. Il forme ses personnels à la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement. Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées. Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité. L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant (au moins tous les 3 ans).

Les engins travaillant à l'extraction ne stationnent pas sur le lieu de travail lors des pauses et en fin de journée, mais rejoignent l'aire de stationnement étanche des engins de la carrière. Ces dispositions ne s'appliquent aux engins à chenilles, peu mobiles.

Tout ravitaillement et entretien des engins (utilisation des lubrifiants) est interdit en dehors de l'aire d'entretien à l'atelier. Pour les engins à chenilles une aire étanche mobile est tolérée.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

Le site dispose des stockages suivants :

- une cuve double-paroi d'oleo100 (carburant à base de colza) disposée sur une aire étanche reliée à un déshuileur;
- une cuve de GNR (gazole non routier) de 10 m3 disposé dans une rétention, elle même sur une aire étanche;
- un stock d'huile et de graisse disposé sur des rétentions.

La fiche de données et sécurité de l'OLEO100 ne classe pas ce liquide comme dangereux pour l'environnement.

L'inspection demande à l'exploitant de préciser si la cuve d'OLEO100 est équipée d'un détecteur de fuite dans la double enveloppe et d'une alarme de niveau.

L'exploitant déclare que des exercices sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle sont organisés périodiquement.

Deux zones de stationnement des engins sont aménagées sur le site. Elles sont constituées d'une aire étanche reliée à un déshuileur.

La dernière vidange des déshuileurs a été réalisée le 21 décembre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : conditions d'alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 33.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'eau utilisée pour les besoins des bureaux, vestiaires et sanitaires provient du réseau public. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Pour le fonctionnement des installations de traitement de matériaux l'exploitant est autorisé à prélever 100 m3/h pour un prélèvement maximum de 700 m3/j. Les eaux de ruissellement de la RD 1090 ne peuvent pas être utilisées pour l'alimentation en eaux de l'installation de traitement des matériaux.

Annuellement, l'exploitant fait part à l'inspection des installations classées et au service en charge de la police du milieu du lieu de prélèvement, de ses consommations d'eau.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau du site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi un plan de sobriété hydrique (PSH). Ce plan précise que le débit nominal de la pompe d'alimentation est de 90m3/h avec un maximum de 91 m3/h. Ce pompage est équipé d'un compteur. Le prélèvement journalier n'est pas comptabilisé. La consommation annuelle est déclarée dans la base Gerep et reste cohérente avec le volume journalier autorisé en fonction du nombre de jours de travail. Les eaux de lavage des matériaux sont recyclées dans un clarificateur permettant une décantation floculation.</p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées le rendement de cette installation, le volume spécifique d'eau consommée à la tonne produite et la teneur en argile du gisement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 33.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des eau souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant surveillera au moyen de piézomètres ou de point d'accès à la nappe(voir plan annexe 7) l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Ces piézomètres ou de point d'accès à la nappe seront implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site.</p> <p>Une fois par mois, une mesure du niveau piézométrique sera réalisé sur chacun des piézomètres. Deux fois par an ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.</p> <p>Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux) les mesures ou analyses des paramètres de l'annexe 4 seront réalisés.</p> <p>Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.</p> <p>Une transmission systématique des résultats est faite à l'inspection des installations classées et à l'unité territoriale de l'agence régionale de santé, accompagnée de commentaires, dans le mois suivant l'analyse. Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>Dans l'hypothèse où les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>En fonction, des résultats obtenus, la fréquence et les caractéristiques des prélèvements et des analyses pourront à tout moment être revues à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les eaux souterraines font l'objet d'analyses périodiques par le cabinet Ameten. Les résultats des 2 campagnes de 2022 ont été consultés et n'appellent pas d'observation sur les valeurs trouvées.</p> <p>Le cabinet Ameten conclut ainsi: "La qualité générale des eaux souterraines au droit et en aval du site apparaît globalement bonne et montre l'absence d'impact de l'activité de la carrière."</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet
N° 15 : pollution atmosphérique
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 34.1
Thème(s) : Risques chroniques, poussières carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.</p> <p>Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques s'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.</p> <p>Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site, si nécessaire. Il fonctionne en circuit fermé. Les déchets de curages seront évacués conformément à la réglementation.</p> <p>L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007.</p> <p>Les jauges ou plaquettes choisies par l'exploitant et au nombre minimum de six, sont disposées et exploitées en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les PM10 et les PM2,5 devront être mesurées.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum annuelle. En cas de besoin, de nouvelles campagnes de mesures pourront être réalisées à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats de mesures seront consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de mesures de prévention des émissions des poussières comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la limitation de vitesse, - le revêtement en enrobés de certaines pistes, - l'arrosage des pistes et des stocks. <p>Les émissions de poussières font l'objet d'un plan de surveillance. La périodicité de suivi est semestrielle.</p> <p>Le réseau est constitué d'un ensemble de 6 jauges. Le bilan annuel 2022 ne montre pas de dépassement de la valeur limite de 500mg/m2/jour, le maximum enregistré étant de 208mg/m2/jour.</p> <p>Les PM2,5 et PM10 sont analysées 1 fois par an et les résultats permettent au laboratoire mandaté pour les analyses de conclure que : "les mesures confirment les constats réalisés en 2020 et 2021 concernant les concentrations mesurées dans l'environnement de la carrière, les concentrations en PM2.5 et PM10 ne se démarquent pas du bruit de fond local".</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Incendies et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, incendies et explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur.
Constats : L'exploitant déclare que chaque engin est équipé d'un extincteur.L'inspection constate que des extincteurs sont disposés dans les installations et dans les locaux et qu'un contrôle annuel est effectué.La dernière vérification constatée date du 4 avril 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet